



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MARENNE ADOUR CÔTE-SUD
SÉANCE DU 23 MARS 2023 À 18 HEURES 30
SALLE DU CONSEIL DU SIÈGE DE MACS À SAINT-VINCENT DE TYROSSE

Nombre de conseillers :
en exercice : 58
présents : 40
absents représentés : 15
absents excusés : 3

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SÉANCE DU 23 MARS 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-trois du mois de mars à 18 heures 30, le conseil communautaire de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, dûment convoqué le 15 mars 2023, s'est réuni en session ordinaire, à la salle du conseil du siège de MACS à Saint-Vincent de Tyrosse, sous la présidence de Monsieur Pierre FROUSTEY.

Présents :

Mesdames et Messieurs Françoise AGIER, Jean-Luc ASCHARD, Armelle BARBE, Patrick BENOIST, Jacqueline BENOIT-DELBAST, Francis BETBEDER, Hervé BOUYRIE, Véronique BREVET, Pascal CANTAU, Magali CAZALIS, Frédérique CHARPENEL, Nathalie DARDY, Benoît DARETS, Bertrand DESCLAUX, Gilles DOR, Régis DUBUS, Séverine DUCAMP, Dominique DUHIEU, Florence DUPOND, Pierre FROUSTEY, Louis GALDOS, Régis GELEZ, Isabelle LABEYRIE, Patrick LACLÉDÈRE, Pierre LAFFITTE, Alexandre LAPÈGUE, Marie-Thérèse LIBIER, Aline MARCHAND, Élisabeth MARTINE, Nathalie MEIRELES-ALLADIO, Jean-François MONET, Stéphanie MORA-DAUGAREIL, Damien NICOLAS, Pierre PECASTAINGS, Kelly PERON, Jérôme PETITJEAN, Philippe SARDELUC, Alain SOUMAT, Serge VIAROUGE, Christophe VIGNAUD.

Absents représentés :

M. Henri ARBEILLE a donné pouvoir à M. Gilles DOR, Mme Alexandrine AZPEITIA a donné pouvoir à M. Jean-François MONET, Mme Emmanuelle BRESSOUD a donné pouvoir à M. Régis DUBUS, M. Alain CAUNÈGRE a donné pouvoir à Mme Isabelle LABEYRIE, Mme Géraldine CAYLA a donné pouvoir à M. Francis BETBEDER, M. Jean-Claude DAULOUÈDE a donné pouvoir à M. Pierre FROUSTEY, Mme Sylvie DE ARTECHE a donné pouvoir à M. Pascal CANTAU, M. Jean-Luc DELPUECH a donné pouvoir à Mme Jacqueline BENOIT-DELBAST, M. Mathieu DIRIBERRY a donné pouvoir à Mme Séverine DUCAMP, Mme Maëlle DUBOSC-PAYSAN a donné pouvoir à M. Christophe VIGNAUD, M. Olivier GOYENECHÉ a donné pouvoir à M. Jérôme PETITJEAN, M. Eric LAHILLADE est suppléé par Mme Sandrine PETITGRAND, M. Cédric LARRIEU a donné pouvoir à Mme Marie-Thérèse LIBIER, Mme Isabelle MAINPIN a donné pouvoir à M. Serge VIAROUGE, Mme Carine QUINOT a donné pouvoir à M. Régis GELEZ.

Absents excusés : Messieurs Lionel CAMBLANNE, Olivier PEANNE, Mickaël WALLYN.

Secrétaire de séance : Madame Sandrine PETITGRAND.

OBJET : MOBILITÉ - LIAISON DOUCE LABENNE - ORX - AMÉNAGEMENT D'UN CHAUCIDOU ET DES ACCOTEMENTS DE LA RD 71 DANS LA TRAVERSÉE DU MARAIS D'ORX - APPROBATION DU PROJET DE CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE MACS ET LE DÉPARTEMENT DES LANDES

Rapporteur : Madame Jacqueline BENOIT-DELBAST

La route départementale n° 71 (RD71) est « comprise dans la réserve » selon les termes de l'article 1er du décret n° 95-148 du 8 février 1995 portant création de la réserve naturelle du Marais d'Orx, située sur les communes de Labenne, Orx



et Saint-André-de-Seignanx. La gestion du site du Marais d'Orx a été confiée au syndicat mixte de gestion des milieux naturels créé en 2004. Le Département des Landes participe au syndicat mixte à hauteur de 65 % et la Communauté de communes MACS à hauteur de 9,6 % au titre de sa compétence en matière de protection et mise en valeur de l'environnement d'intérêt communautaire.

Cette route départementale n° 71, qui traverse la réserve naturelle du Marais d'Orx d'Est en Ouest et relie Labenne à Orx, fait partie du domaine public routier du Département des Landes. Toutefois, les travaux d'entretien de la chaussée et des accotements de cette voie, ainsi que les travaux d'entretien nécessités par la gestion de la réserve doivent être autorisés par le préfet après avis du comité consultatif de la réserve, dont la composition est fixée par le décret précité.

La RD71 constitue la seule infrastructure permettant d'accéder au site (Maison du Marais, gîtes de séjours et sentiers d'interprétation) et de le traverser (Liaison routière Labenne - Orx). Par ailleurs, la route est située sur la digue séparant deux casiers hydrauliques du Marais, constitutifs du fonctionnement écologique du site

Cette section de route doit faire l'objet d'un réaménagement permettant de répondre à des impératifs de sécurité en lien, d'une part, avec la forte fréquentation du site (création de la maison du Marais et de sentiers d'interprétation en 2014), de préservation de l'environnement et de mise en valeur de ce patrimoine naturel exceptionnel et, d'autre part, le partage de la voirie en fonction des différents usages, en particulier les piétons, cyclistes, et automobilistes. Cette voie est par ailleurs intégrée au réseau armature du schéma cyclable de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, qui, dans le cadre de cette compétence, assure la maîtrise d'ouvrage des infrastructures du réseau armature du schéma cyclable communautaire.

Par convention en date du 30 juillet 2019, le Département des Landes, le syndicat mixte de gestion des milieux naturels et la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud ont désigné MACS pour assurer la maîtrise d'ouvrage globale d'une étude de faisabilité et de conception de l'aménagement de la RD71 dans la traversée du Marais d'Orx, définit le financement et son pilotage dans le cadre d'un comité de pilotage spécifique.

Ces études préliminaires ont été présentées au comité de pilotage le 12 novembre 2020, qui a validé l'hypothèse 1.0 caractérisée par l'aménagement, dans l'emprise de la route digue, d'une chaussée à voie centrale banalisée.

Par avenant n° 1 à la convention du 30 juillet 2019, le Département des Landes, le syndicat mixte de gestion des milieux naturels et la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud ont engagé la réalisation de la phase AVP (AVant-Projet) du projet selon l'hypothèse d'aménagement 1.0 qui devra tenir compte de la possibilité d'une protection physique des piétons, qui passent par le côté sud de la voie.

Lors de la présentation de l'AVP, le comité de pilotage réuni le 9 décembre 2021 a validé la réalisation du Chaucidou avec :

- aménagement sommaire de l'accotement côté sud et optimisation des tronçons protégés par les glissières ou séparateurs en minimisant les tronçons sans protection et en intégrant la problématique inondations,
- revêtement avec 2 couleurs différenciant la chaussée et les bandes latérales cyclables,
- mise en place d'une gestion adaptée pour les fauchages d'accotement dont l'organisation sera intégrée à la présente convention et pour les divers aménagements / équipements mis en œuvre dans ce cadre.

L'estimation des travaux au stade AVP est de 545 679,72 € HT, soit 654 815,66 € TTC.

L'estimation des études de maîtrise d'œuvre et études connexes est de 30 000 € HT, soit 36 000 € TTC.

Le coût total de l'opération est estimé à 575 679,72 € HT soit 690 815,66 € TTC (valeur octobre 2021).

Le coût actualisé est de 656 274,88 € HT soit 787 529,86 € TTC (valeur janvier 2023).

Afin d'aboutir à la réalisation de ces travaux, le Département des Landes, compétent sur la route départementale 71 hors agglomération, délègue, sur le fondement de l'article L. 115-2 du code de la voirie routière, sa maîtrise d'ouvrage à la Communauté de communes, qui assurera l'intégralité des missions et responsabilités de maître d'ouvrage, et s'engage à financer 50 % du montant HT de l'opération et l'ensemble de la TVA, qui seront engagées pour la réalisation de cette opération.

Le projet de convention annexé à la présente décrit les missions confiées à MACS dans le cadre de cette opération, les modalités d'exécution et de contrôle, ainsi que les conditions financières et administratives de la délégation de maîtrise d'ouvrage.



Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, en particulier son article 42 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5214-16 ;

VU les articles L. 3213-3 et L. 3113-4 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L. 131-1 à L. 131-8 et R. 131-1 et suivants du code de la voirie routière ;

VU l'article L. 115-2 du code de la voirie routière ;

VU le décret n° 95-148 du 8 février 1995 portant création de la Réserve naturelle nationale du Marais d'Orx (Landes) ;

VU les statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2023/n° 12 en date du 13 février 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes, notamment l'article 7.3 relatif à la compétence en matière de création, aménagement et entretien de voirie ;

VU le règlement départemental de voirie approuvé par délibération du Conseil général en date du 3 février 2009 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 25 mars 2021 approuvant le schéma cyclable de MACS, son règlement financier et la programmation pluriannuelle 2021-2026 de réalisation ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017 et 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du Département portant approbation de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux d'aménagement du chaucidou et l'aménagement sommaire des accotements côté sud de la RD71 dans la section en traversée du Marais d'Orx ;

VU la convention de prestation de services signée le 30 juillet 2019 entre le Département des Landes, le syndicat mixte de gestion des milieux naturels et la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, qui a désigné MACS pour assurer la maîtrise d'ouvrage globale d'une étude de faisabilité et de conception de l'aménagement de la RD71 dans la traversée du Marais d'Orx, défini le financement et le pilotage dans le cadre d'un COPIL spécifique ;

VU l'avenant n° 1 à la convention du 30 juillet 2019 signé le 21 février 2021 engageant la réalisation de la phase AVP (AVant-Projet) du projet selon l'hypothèse d'aménagement 1.0 (aménagement d'un chaucidou sur la chaussée existante) qui devra tenir compte de la possibilité d'une protection physique des piétons qui passent par le côté sud de la voie ;

CONSIDÉRANT que la réalisation d'un Chaucidou a été validée par le comité de pilotage de l'étude d'aménagement de la traversée du Marais d'Orx réuni le 9 décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que les travaux d'aménagement considérés sont situés sur la route digue route départementale n° 71, qui traverse la réserve naturelle du Marais d'Orx d'Est en Ouest et qui relève du domaine public routier de compétence du Département des Landes ;

CONSIDÉRANT néanmoins qu'en application de l'article L. 115-2 du code de la voirie routière, une collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut confier, par convention, la maîtrise d'ouvrage d'une opération d'aménagement d'une voie de son domaine public routier à une autre collectivité territoriale ou à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

CONSIDÉRANT que la convention envisagée doit en ce cas préciser les conditions dans lesquelles la maîtrise d'ouvrage est exercée et en fixer le terme. La maîtrise d'ouvrage est exercée à titre gratuit. Elle peut toutefois donner lieu à une indemnisation ;

décide, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :

- d'approuver l'opération d'aménagement de la RD71 en chaucidou dans la traversée du marais d'Orx pour un montant estimatif de 656 274,88 € HT soit 787 529,86 € TTC valeur janvier 2023,
- d'approuver la délégation de maîtrise d'ouvrage du département des Landes à la Communauté de communes pour la réalisation de cette opération avec engagement du Département sur le financement à hauteur de 50 % du montant HT de l'opération et de l'ensemble de la TVA,
- d'approuver le projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à intervenir entre le département des Landes et la Communauté de communes portant sur la réalisation des travaux d'aménagement du chaucidou et des accotements de la RD71 dans la traversée du Marais d'Orx, tel qu'annexé à la présente,



- d'inscrire les crédits correspondant au budget communautaire en dépenses et en recettes,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal administratif de Pau à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département. Outre l'envoi sur papier ou dépôt sur place, le Tribunal administratif de Pau pourra être saisi par requête déposée via le site www.telerecours.fr.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
À Saint-Vincent de Tyrosse, le 23 mars 2023

Le président,

Pierre Froustey



Publié le 30 mars 2023

**Route Départementale N° 71
Aménagement du Chaucidou et aménagement sommaire des accotements côté sud dans la
traversée du Marais d'Orx**

**CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE ET DE FINANCEMENT ENTRE
LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MACS ET LE DÉPARTEMENT DES LANDES**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Communauté de Communes Maremne Adour Côte-Sud, représentée par son Président, Monsieur Pierre FROUSTEY, Allée des Camélias, 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse, dûment habilité par une délibération en date du, désignée ci-après sous les termes « MACS » ou « la Communauté de Communes »

d'une part,

ET

Le Département des Landes, représenté par son Président, Monsieur Xavier FORTINON, Hôtel Planté 23 rue Victor Hugo, 40025 Mont-de-Marsan Cedex, dûment habilité par délibération du conseil départemental en date du, désigné ci-après sous le terme « le Département »

d'autre part,

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, en particulier son article 42 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5214-16 ;

VU les articles L. 3213-3 et L. 3113-4 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L. 131-1 à L. 131-8 et R. 131-1 et suivants du code de la voirie routière ;

VU l'article L. 115-2 du code de la voirie routière ;

VU le décret n° 95-148 du 8 février 1995 portant création de la Réserve Naturelle Nationale du Marais d'Orx (Landes) ;

VU les statuts de la Communauté de Communes Maremne Adour Côte-Sud, notamment l'article 7.3 relatif à la compétence en matière de création, aménagement et entretien de voirie ;

VU le règlement départemental de voirie approuvé par délibération du Conseil général en date du 3 février 2009 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 25 mars 2021 approuvant le schéma cyclable de MACS, son règlement financier et la programmation pluriannuelle 2021-2026 de réalisation ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;



VU la délibération du Département en date du portant approbation de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux d'aménagement sommaire des accotements côté sud de la RD71 dans la section en traversée du Marais d'Orx ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du portant approbation de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux d'aménagement du chaucidou et l'aménagement sommaire des accotements côté sud de la RD71 dans la section en traversée du Marais d'Orx ;

VU la convention signée le 30 juillet 2019 signée entre le Département des Landes, le Syndicat Mixte de Gestion des Milieux Naturels et la Communauté de Communes Maremne Adour Côte-Sud qui a désigné MACS pour assurer la maîtrise d'ouvrage globale d'une étude de faisabilité et de conception de l'aménagement de la RD71 dans la traversée du Marais d'Orx, défini le financement et le pilotage dans le cadre d'un COPIL spécifique ;

VU l'avenant n° 1 à la convention du 30 juillet 2019 signé le 12 février 2021 engageant la réalisation de la phase AVP (AVant-Projet) du projet selon l'hypothèse d'aménagement 1.0 (aménagement d'un chaucidou sur la chaussée existante) qui devra tenir compte de la possibilité d'une protection physique des piétons qui passent par le coté sud de la voie ;

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La Route Départementale n° 71 (RD71) est « comprise dans la réserve » selon les termes de l'article 1^{er} du décret n° 95-148 du 8 février 1995 portant création de la Réserve Naturelle Nationale du Marais d'Orx, située sur les communes de Labenne, Orx et Saint-André-de-Seignanx.

La gestion du site du Marais d'Orx a été confiée au Syndicat Mixte de Gestion des Milieux Naturels créé en 2004 et succédant au syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion du marais d'Orx, lui-même créé en 1994. Le Département des Landes est membre statutaire du syndicat mixte et participe à hauteur de 65 % et la Communauté de Communes MACS à hauteur de 9,6 % au titre de sa compétence en matière de protection et mise en valeur de l'environnement d'intérêt communautaire.

La route départementale n° 71, qui traverse la Réserve du Marais d'Orx d'Est en Ouest et relie Labenne à Orx, fait partie du domaine public routier du Département des Landes. Toutefois, les travaux d'entretien structurels de la chaussée et des accotements de cette voie, doivent être autorisés par le Préfet après avis du comité consultatif de la Réserve, dont la composition est fixée par le décret précité tandis que les travaux d'entretien courants sont réalisés en continu sans autorisation préalable.

La RD 71 constitue la seule infrastructure structurante permettant d'accéder au site (Maison du Marais, gîtes de séjours et sentiers d'interprétation) et de le traverser (Liaison routière Labenne - Orx). Par ailleurs, la route est située sur l'ouvrage séparant deux casiers hydrauliques du Marais, constitutifs du fonctionnement écologique du site.

Cette section de route doit faire l'objet d'un réaménagement permettant de répondre à des impératifs de sécurité en lien, d'une part, avec la forte fréquentation du site (création de la maison du marais et de sentiers d'interprétation en 2014), de préservation de l'environnement et de mise en valeur de ce patrimoine naturel exceptionnel et, d'autre part, le partage de la voirie en fonction des différents usages, en particulier les piétons et cyclistes, et automobilistes.

Cette voie est par ailleurs intégrée au réseau armature du schéma de mobilité de la Communauté de Communes, qui, dans le cadre de cette compétence, assure la maîtrise d'ouvrage des infrastructures du réseau armature du schéma cyclable communautaire.



Par convention en date du 30 juillet 2019, le Département des Landes, des Milieux Naturels et la Communauté de Communes Maremne Adour pour assurer la maîtrise d'ouvrage globale d'une étude de faisabilité et de conception de l'aménagement de la RD71 dans la traversée du Marais d'Orx. Elle définit par ailleurs les modalités de son financement et de son pilotage avec notamment l'instauration d'un comité de pilotage spécifique.

Ces études préliminaires ont été présentées au comité de pilotage le 12 novembre 2020, qui a validé l'hypothèse 1.0 caractérisée par l'aménagement, dans l'emprise de la route digue, d'une chaussée à voie centrale banalisée dite Chaucidou.

Par avenant n° 1 à la convention du 30 juillet 2019, le Département des Landes, le Syndicat Mixte de Gestion des Milieux Naturels et la Communauté de Communes Maremne Adour Côte-Sud ont engagé la réalisation de la phase AVP (AVant-Projet) du projet selon l'hypothèse d'aménagement 1.0 qui devra tenir compte de la possibilité d'une protection physique des piétons, qui passent par le côté sud de la voie.

Lors de la présentation de l'AVP, le comité de pilotage réuni le 9 décembre 2021 a validé la réalisation du Chaucidou avec :

- aménagement sommaire de l'accotement côté sud et optimisation des tronçons protégés par les glissières ou séparateurs en minimisant les tronçons sans protection et en intégrant la problématique inondations,
- revêtement avec 2 couleurs différenciant la chaussée et les bandes latérales cyclables,
- mise en place d'une gestion adaptée pour les fauchages d'accotement dont l'organisation sera intégrée à une convention tri partite à intervenir pour l'entretien des aménagements, équipements ainsi mis en œuvre dans ce cadre.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions administratives, techniques et financières du partenariat établi entre le Département des Landes et la Communauté de Communes pour la réalisation de l'aménagement et sa gestion ultérieure :

- le Département délègue, sur le fondement de l'article L. 115-2 du code de la voirie routière, sa qualité de maître d'ouvrage à la Communauté de Communes MACS pour la réalisation des travaux décrits à l'article 2 ci-après et assure le co-financement desdits travaux selon les modalités définies à l'article 6 ;
- la Communauté de Communes est désignée comme maître d'ouvrage des travaux d'aménagement et des études et autres interventions liées à la réalisation des travaux d'aménagement du chaucidou sur la RD71 dans la traversée du Marais d'Orx, et est seule compétente, dans ce cadre, pour mener l'ensemble des procédures nécessaires à la réalisation de l'opération : de la mission de maîtrise d'œuvre à partir du niveau PRO, de toutes les études techniques et réglementaires liées aux travaux ainsi que l'obtention des autorisations réglementaires relatives à l'aménagement sur la route départementale n° 71 « Traversée du marais d'Orx » conformément au projet validé par le comité de pilotage du 9 décembre 2021 jusqu'à la remise de l'ouvrage au Département.

La Communauté de Communes sera exclusivement compétente pour la passation et l'exécution des marchés de travaux en vue de la réalisation de l'ouvrage.



Le cas échéant, la commission d'appel d'offres de MACS sera exclusivement compétente pour attribuer les marchés.

Les projets seront soumis pour approbation au Département avant le lancement des procédures correspondantes par la Communauté de Communes.

Les modalités d'intervention et les domaines de responsabilité de la Communauté de Communes et du Département dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation des ouvrages réalisés seront précisés dans une convention à venir.

ARTICLE 2 - DÉFINITION DE L'OPÉRATION

Sections de voies concernées

Les sections de voies concernées par les travaux sont désignées ci-après, ainsi que les débords, en surplomb des marais « Central » et « Barrage » de compétence du Syndicat mixte :

Dénomination	Longueur chaussée	Largeur chaussée (largeur moyenne)	Revêtement	Commune
Route Départementale n° 71 PR 1+810 à PR 3+145	1 335 m	4,50 m	ECF	Labenne

Dénomination	Longueur chaussée	Largeur chaussée (largeur moyenne)	Revêtement	Commune
Route Départementale n° 71 Voie située au Nord PR 3+145 à PR 3+495	350 m	2,25 m	ECF	Orx
Route Départementale n° 71 Voie située au Sud PR 3+145 à PR 3+495	350 m	2.25 m	ECF	Saint-André-de-Seignanx

Programme d'aménagement

Le programme d'aménagement défini par le comité de pilotage réuni le 9 décembre 2021 comprend :

- la réalisation du chaucidou ;
- l'aménagement sommaire de l'accotement côté sud et optimisation des tronçons protégés par les glissières ou séparateurs en minimisant les tronçons sans protection et en intégrant la problématique inondations ;
- le revêtement avec 2 couleurs différenciant la chaussée et les bandes latérales cyclables.

L'AVP figure en annexe 1 de la présente convention.



ARTICLE 3 - DURÉE DE LA CONVENTION ET ETAPES DE VALIDATION

Durée

La présente convention est conclue pour une durée s'étendant de sa date de signature jusqu'à la remise des ouvrages réalisés au Département propriétaire des infrastructures.

Déroulement et phasage opérationnel :

Afin de permettre, conformément à la décision du comité de pilotage du 9 décembre 2021, la mise en place d'une gestion adaptée pour les fauchages d'accotement, dont l'organisation est intégrée à la présente convention pour les divers aménagements / équipements mis en œuvre dans ce cadre, la conduite de l'opération sera rythmée par des étapes opérationnelles, de validation et de conventionnement comme suit :

- 1- Consultation de maîtres d'œuvre, établissement du PRO et du dossier de consultation des entreprises de travaux (DCE) dont le contenu sera validé conjointement entre la Communauté de Communes et le Département, obtention de l'ensemble des autorisations réglementaires,
- 2- Établissement du cahier des charges de gestion de l'aménagement défini dans le PRO, chiffrage des interventions annuelles ;
- 3- Établissement, avant le lancement de la procédure de consultation des marchés de travaux, de la convention de gestion et validation par les partenaires concernés en termes de réalisation, de financement et de responsabilités de la gestion administrative des espaces. *Un comité technique sera réuni et formalisera des propositions pour la prise en charges de la gestion ultérieure de l'aménagement. Un comité de pilotage se réunira si nécessaire pour confirmer ces propositions ;*
- 4- Lancement des procédures de consultations des entreprises travaux ;
- 5- Notification des marchés de travaux, réalisation des travaux ;
- 6- Remise des ouvrages au Département gestionnaire de la voirie des ouvrages lui revenant.

ARTICLE 4 - ÉTENDUE DES MISSIONS ASSURÉES PAR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

La Communauté de Communes s'engage, aux termes de la présente convention, à assurer seule les responsabilités de maître d'ouvrage de l'opération et de conclure, dans le respect des règles du code de la commande publique, tous les marchés nécessaires à la réalisation du projet :

- passation et gestion des marchés de maîtrise d'œuvre,
- passation et gestion des autres marchés d'études et procédures spécifiques nécessaires au bon déroulement du projet.
- passation et gestion des marchés de travaux.

En raison de la délégation de la qualité de maître de l'ouvrage au profit de la Communauté de communes, cette dernière assumera seule les attributs inhérents à cette fonction selon les modalités suivantes :

4.1 Au titre de la « phase étude »

Compte tenu de la réalisation d'une première partie des études dans le cadre de la convention du 30 juillet 2019, la « phase étude » comprend uniquement les études de projet.

Les ouvrages revenant au Département après la réalisation des travaux sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes, l'ensemble des décisions relatives à leur conception sera pris selon les conditions ci-après définies :

- la Communauté de Communes assumera seule la direction des études de projet ;



- à l'issue de ces études, et en tout état de cause, à chaque fois qu'une décision déterminante dans la réalisation de l'ouvrage devra être prise, la Communauté de Communes recueillera préalablement l'accord du Département.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés au Département par la Communauté de Communes. Le Département notifiera sa décision à la Communauté de Communes ou fera connaître ses observations dans le délai d'un mois suivant la réception des dossiers.

4.2 Au titre de la « phase travaux »

La Communauté de Communes assurera seule les missions suivantes, sans que le Département ne puisse intervenir à quelque titre que ce soit :

- engager une consultation pour l'opération en vue de désigner le maître d'œuvre, le conducteur d'opération, le contrôleur technique, le coordinateur de sécurité et les entreprises ;
- conclure et signer les marchés correspondants pour la réalisation de l'ouvrage ;
- s'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement des entreprises ;
- assurer le suivi des travaux ;
- assurer la réception de l'ouvrage ;
- engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenants dans l'opération, et garantir le Département de toute action menée à son encontre pour les travaux entrant dans le champ de la présente convention ;
- et plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

Toutefois, le Département sera invité aux différentes réunions de chantier et destinataire des compte-rendus. Le seul interlocuteur du Département sera la Communauté de Communes. Il adressera ses observations à la Communauté de Communes (ou à son représentant) mais en aucun cas directement aux entreprises ou aux prestataires.

Police de chantier

La Communauté de Communes mettra en œuvre les mesures de police nécessaires au bon déroulement des travaux et sera responsable, pendant la durée des travaux, des dommages pouvant intervenir de ce fait.

Occupation du domaine public et du domaine propriété du conservatoire du Littoral

La Communauté de Communes devra obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux, notamment les autorisations de voirie pour les parties d'ouvrages relevant de ce domaine et les arrêtés de circulation correspondants, ainsi que les autorisations de travaux sur domaine relevant de la propriété du conservatoire du Littoral.

4.3 Réception des travaux

Les modalités de réception sont fixées par la Communauté de Communes en application des marchés de travaux qu'elle aura conclus avec les entrepreneurs.

Une visite préalable aux opérations de réception sera organisée par MACS à laquelle le Département sera invité, avec un préavis de quinze (15) jours ouvrés.

Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui consignera les observations présentées par le Département.

MACS s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations de réception, notamment eu égard aux observations du Département.



A l'issue des opérations de réception, la Communauté de Communes établira une attestation d'achèvement de l'ouvrage, contresignée, le cas échéant, par le maître d'ouvrage.

La signature de la décision de réception des travaux avec la prise en compte des observations du Département emportera transfert à la Communauté de Communes de la garde de l'ouvrage.

ARTICLE 5 - REMISE DES OUVRAGES

L'attestation d'achèvement des parties d'ouvrage lui revenant et les procès-verbaux de réception de l'ouvrage dûments signés seront transmis au Département afin de déclencher les opérations de remise de l'ouvrage.

Cette transmission sera accompagnée d'une demande de prise de possession de l'ouvrage réalisé et d'un dossier comprenant les documents de recollement des travaux exécutés (plan général, profils en long, profils en travers, structure de chaussée, positionnement des réseaux, ...) et les résultats de l'ensemble des contrôles extérieurs garantissant leur conformité.

Dès lors que ces documents auront été reçus par le Département, une attestation de remise de l'ouvrage sera signée par les deux parties.

A défaut de toute diligence visant à formaliser la remise dans le délai de deux (2) mois à compter de la transmission des documents au Département, ce dernier sera réputé avoir pris possession de l'ouvrage.

En toute hypothèse, la remise de l'ouvrage au Département entraîne le transfert de la garde de l'ouvrage, ainsi que de toutes les responsabilités découlant de cette garde.

ARTICLE 6 - ENGAGEMENT FINANCIER DES PARTIES

6.1. Estimation des dépenses

L'estimation des travaux au stade AVP est de 545 679,72 € HT, soit 654 815,66 € TTC.

L'estimation des études de maîtrise d'œuvre et études connexes est de 30 000 € HT soit 36 000 € TTC

Le coût total de l'opération est estimé à 575 679,72 € HT soit 690 815,66 € TTC valeur octobre 2021.

Le coût actualisé est de 656 274,88€HT soit 787 529,86 € TTC valeur janvier 2023.

6.2. Engagement financier de la Communauté de Communes maître d'ouvrage

La Communauté de Communes, en tant que maître d'ouvrage, s'engage à assurer le paiement intégral des prestations nécessaires à la bonne exécution des études et des travaux.

La Communauté de Communes s'engage à financer sur fonds propres 50 % du montant HT des dépenses engagées.

6.3. Engagement financier du Département

Le Département s'engage à financer 50 % de l'ensemble des dépenses HT qui seront engagées par la Communauté de Communes pour la réalisation de cette opération sur domaine public routier départemental.



La participation financière définitive du Département sera arrêtée par référence au montant réel des dépenses.

Afin de permettre au Département d'en assurer le suivi et le contrôle, MACS s'engage à fournir un état détaillé des dépenses et recettes éventuelles afférentes à l'exécution de la mission.

Les sommes dues par le Département en exécution de la présente convention seront remboursées à la Communauté de Communes et payées au comptable assignataire dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement adressées par MACS.

Le versement des remboursements interviendra selon les modalités suivantes :

A/ Etudes de maîtrise d'œuvre et études connexes

- un acompte de 50 % des sommes financées par le Département à la transmission de l'ordre de service de démarrage des études ;
- le solde de 50 % des sommes financées par le Département à la transmission du décompte général définitif (DGD) des études et de l'état des sommes dépensées pour l'opération.

B/ Travaux

- un acompte de 50 % des sommes financées par le Département à la transmission de l'ordre de service de démarrage des travaux ;
- le solde de 50 % des sommes financées par le Département à la transmission du décompte général définitif (DGD) des travaux et de l'état des sommes dépensées pour l'opération.

6.4 Récupération de TVA au titre du FCTVA

La Communauté de Communes récupèrera la TVA supportée sur les dépenses réelles d'investissement auprès du fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

ARTICLE 7 - SUIVI ADMINISTRATIF, TECHNIQUE, FINANCIER ET COMPTABLE

La Communauté de Communes est responsable de la gestion administrative, technique, financière et comptable des opérations relevant des prestations et travaux dont elle assure la maîtrise d'ouvrage.

Le Département pourra demander à tout moment à MACS la communication de toutes pièces et contrats dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Il dispose de la faculté d'effectuer à tout moment tous contrôles qu'il estime nécessaires.

MACS devra donc laisser libre accès, au Département, à toutes les informations concernant la réalisation des missions objet de la présente convention.

ARTICLE 8 - PERSONNE HABILITÉE POUR ENGAGER LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES - RESPONSABILITÉ

Pour l'exécution de la mission assurée par la Communauté de Communes en application de la présente convention, cette dernière sera représentée par son Président ou par son représentant dûment habilité à cet effet.

Elle sera responsable, au titre de son obligation générale de direction et de contrôle des prestations relevant de la présente convention, du respect des réglementations en vigueur, des prescriptions techniques et des règles de l'art. Elle est, à ce titre, seule débitrice des obligations financières envers



les titulaires des marchés. De manière générale, la Communauté de Communes assume l'ensemble des droits et obligations attachés à la qualité de maître d'ouvrage de l'opération.

ARTICLE 9 - SUIVI DE L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION

Des rencontres régulières pourront être organisées en fonction des besoins pour suivre le bon déroulement des études PRO et des travaux. Trois instances sont constituées :

- **le comité technique** est composé des techniciens des services du syndicat mixte de gestion des milieux naturels, du Département, de MACS et du Conservatoire du Littoral.

- **le comité de suivi est composé de :**

- pour le Département des Landes : 1 élu et 1 technicien
- pour MACS : 1 élu et 1 technicien,
- pour le syndicat mixte : 1 élu et 1 technicien,
- le Maire de la Commune de Labenne ou son représentant,
- le Maire de la Commune d'Orx ou son représentant,
- le Maire de la Commune de Saint-André de Seignanx ou son représentant,

- **le comité de pilotage de l'étude** associera les membres du comité de suivi et les représentants des acteurs du territoire, concernés par le projet.

ARTICLE 10 - ASSURANCES - RESPONSABILITÉS - CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

La Communauté de Communes devra justifier de la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent au titre de la présente mission. Elle assumera les responsabilités inhérentes aux missions exercées sur délégation du Département. Elle assure la gestion des sinistres impliquant la responsabilité, quelle qu'en soit la nature, des divers intervenants à l'opération.

La Communauté de Communes pourra agir en justice pour le compte du Département, aussi bien en tant que demandeur que défendeur, dans tous les litiges pouvant survenir à l'occasion de l'exécution des missions confiées au titre de la présente convention. La Communauté de Communes s'engage, avant toute action, à en informer le Département.

ARTICLE 11 - RÉSILIATION

Le non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses obligations nées de la présente convention, après mise en demeure restée infructueuse, entraîne sa résiliation.

La résiliation peut intervenir de plein droit en cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute de la Communauté de Communes.

Dans l'un ou l'autre des cas, dès notification de la décision de résiliation, il est immédiatement procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par la Communauté de Communes et des paiements. Ce constat, qui prend la forme d'un procès-verbal, détermine en outre les mesures conservatoires que MACS doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Enfin, il indique le délai dans lequel MACS doit remettre l'ensemble des dossiers au Département, et le délai dans lequel le Département doit assurer les versements financiers liés à ses engagements pour le montant des dépenses déjà réalisées et constatées ainsi que la date à laquelle la résiliation prend effet.

ARTICLE 12 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS



Tout litige né de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, qui n'aura pas pu être résolu par le biais d'une procédure amiable, sera soumis à la compétence administrative de Pau.

Préalablement à la saisine de la juridiction, les parties mettront en œuvre une procédure de règlement amiable de leur différend, consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances. En cas d'échec dûment constaté, la partie la plus diligente procédera à la saisine de la juridiction administrative compétente.

Fait à Saint-Vincent-de-Tyrosse, le

En deux (2) exemplaires originaux.

Pour la Communauté de communes Marenne
Adour Côte-Sud,
Le Président,

Pour le Département des Landes,
Le Président,

Pierre FROUSTEY

Xavier FORTINON

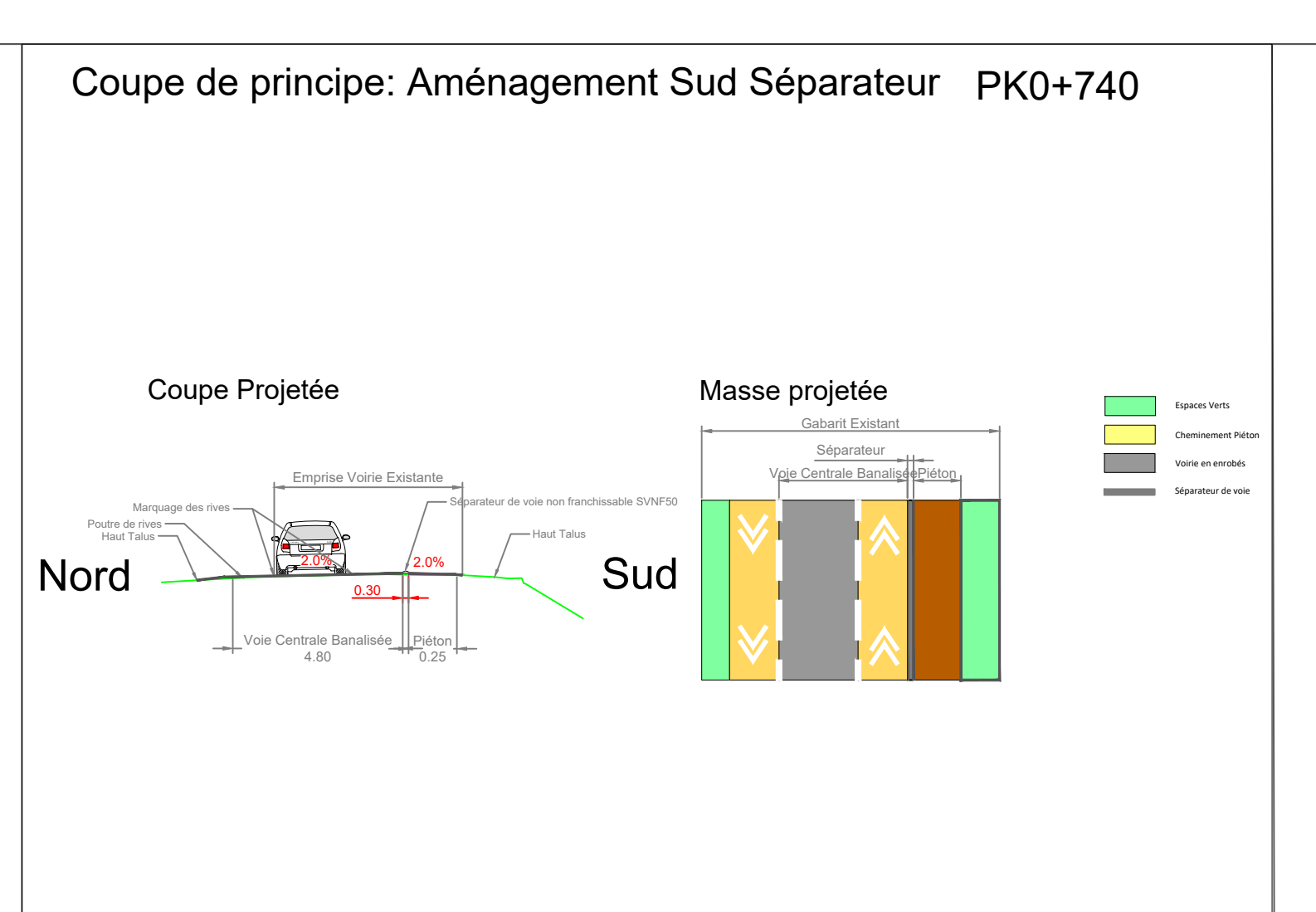
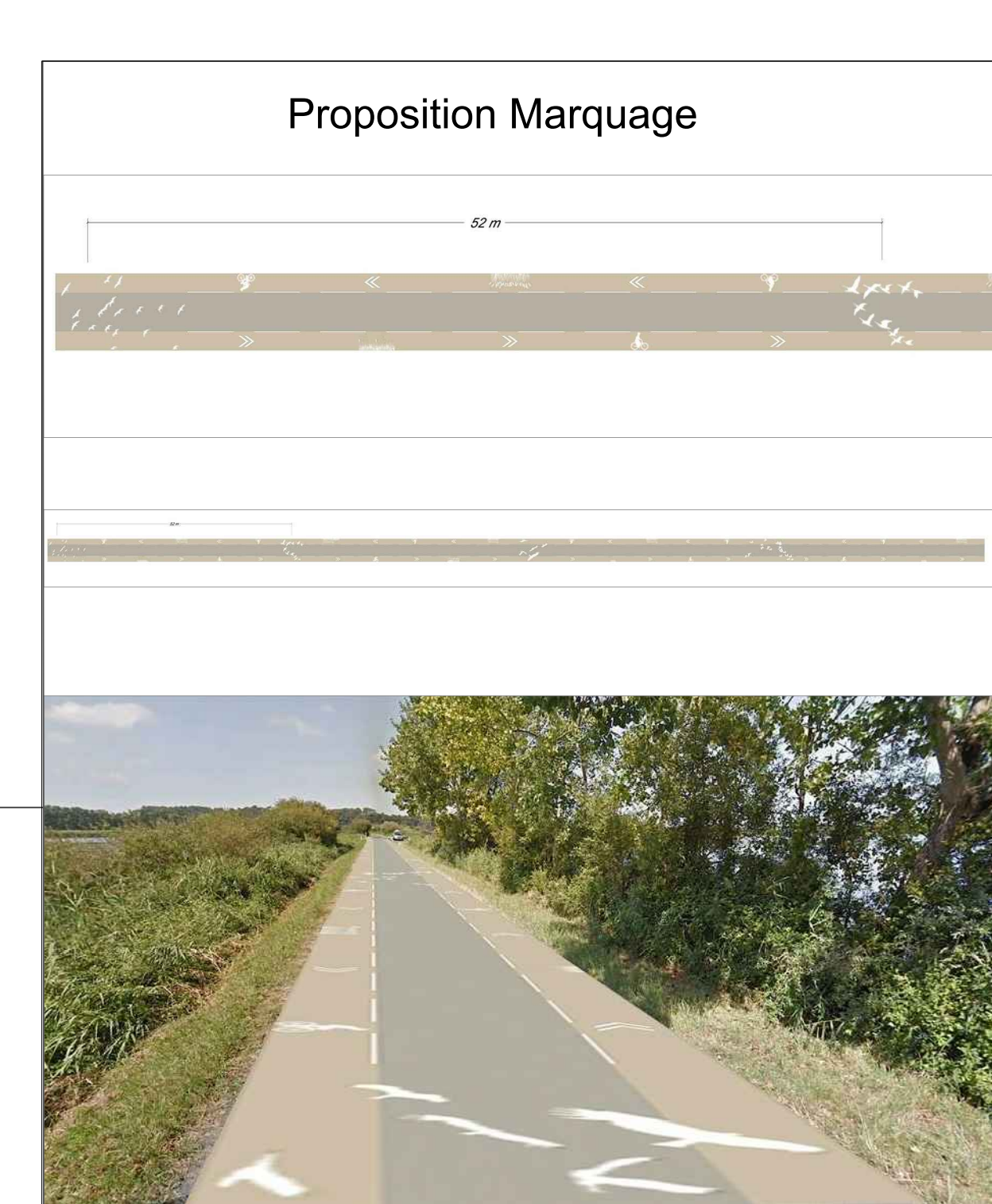
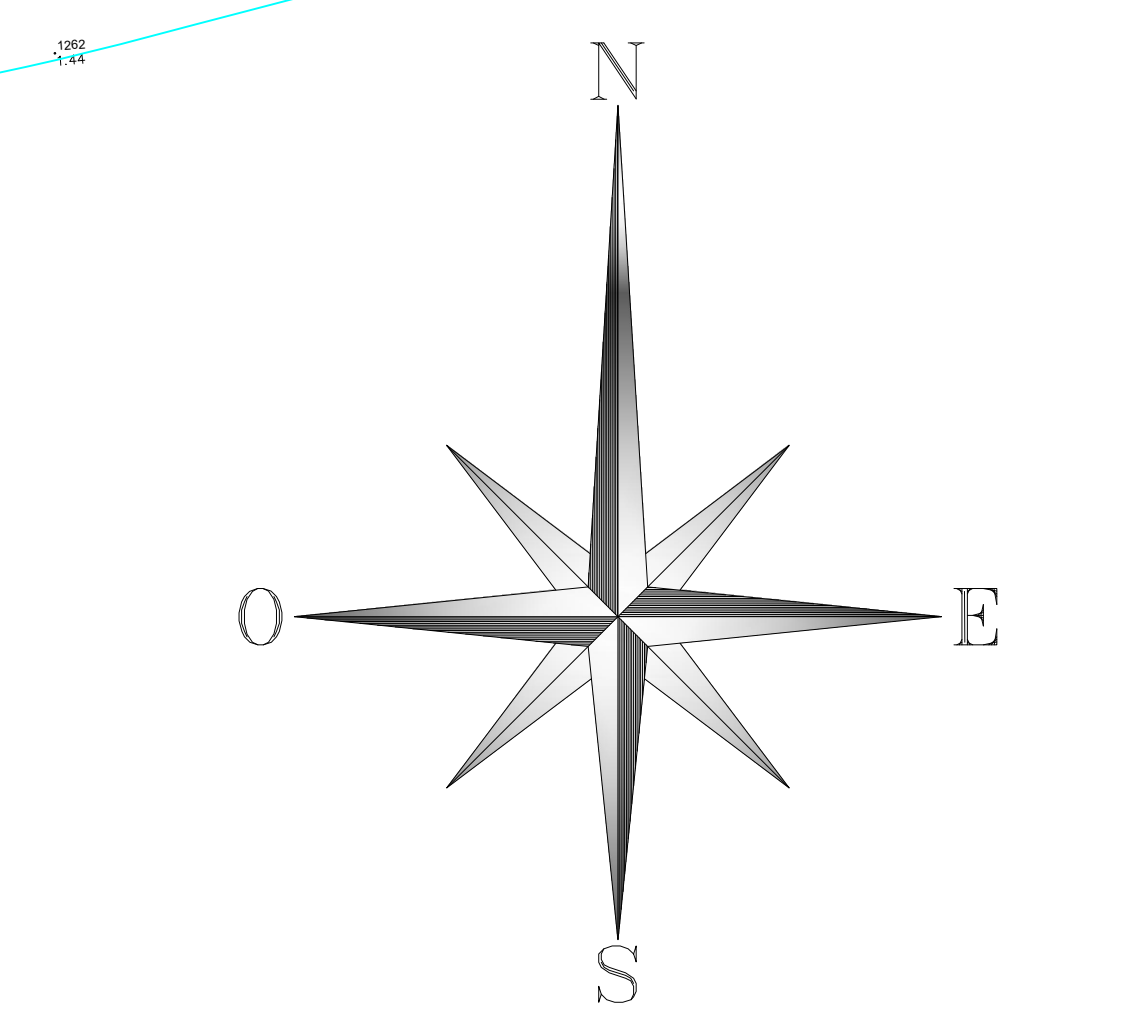
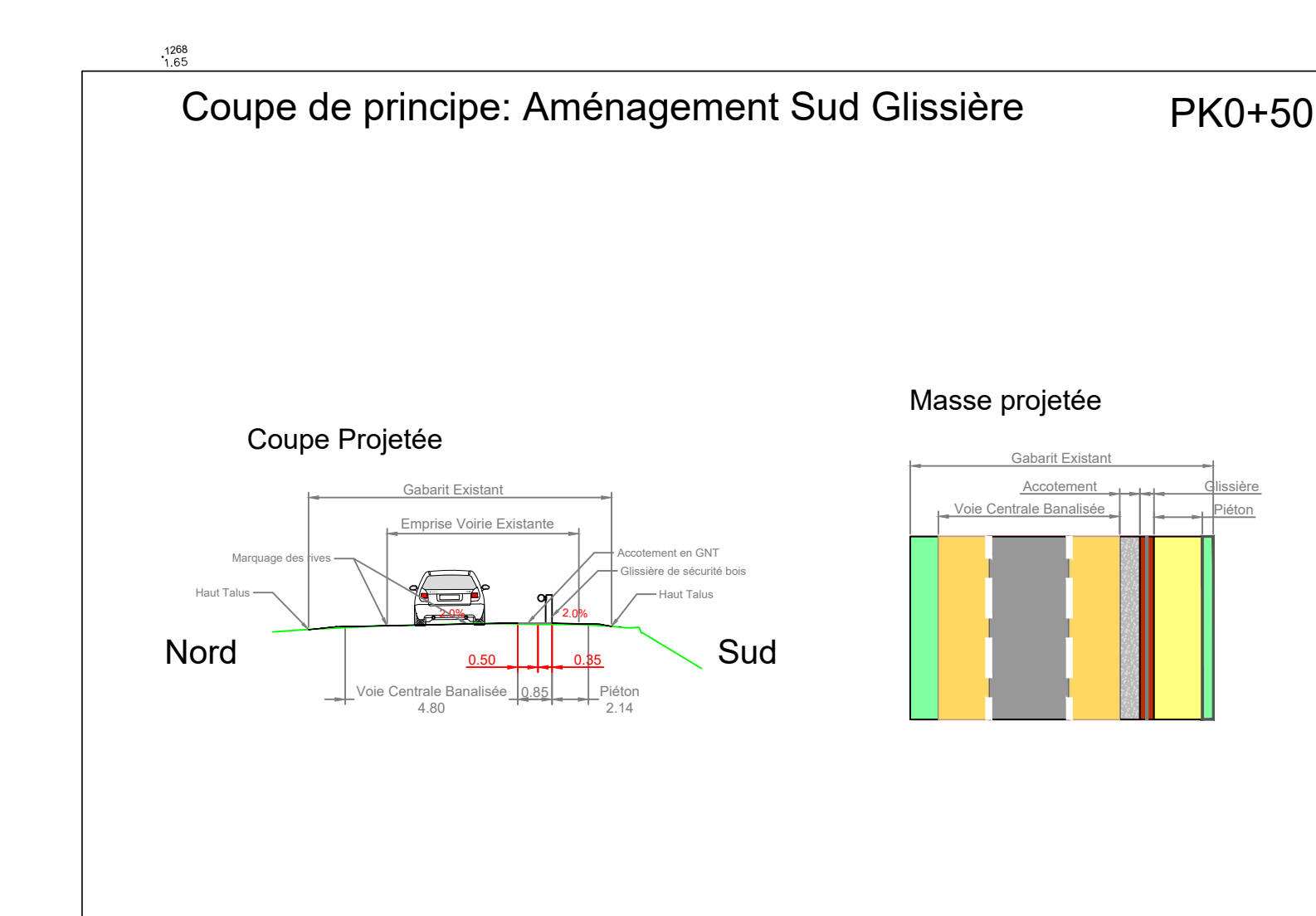
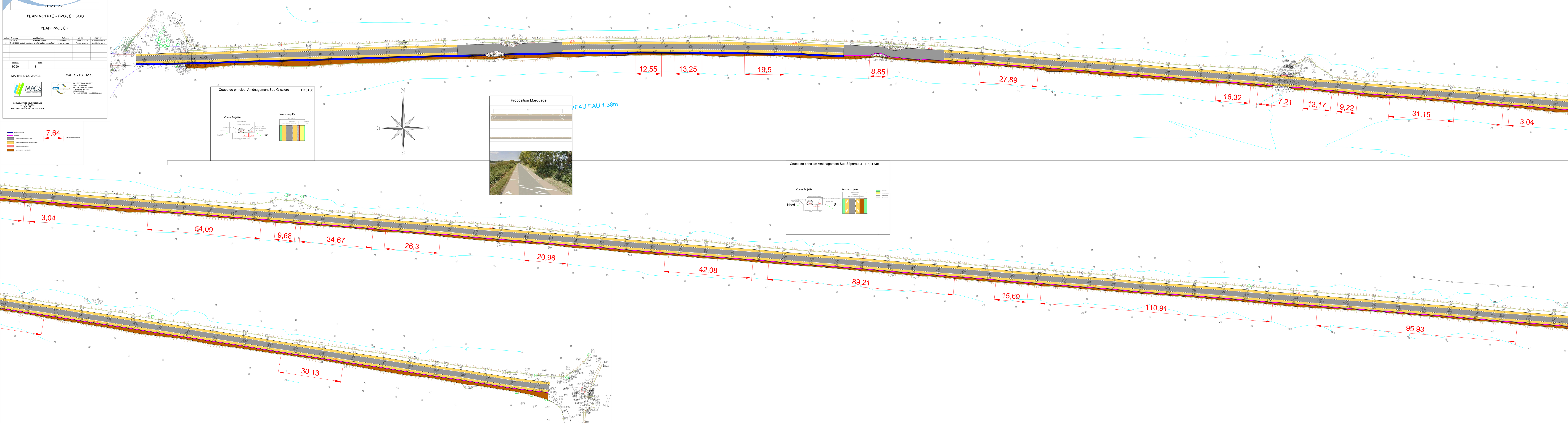
ANNEXE 1- AVP définitif

DÉPARTEMENT DES LANDES
 COMMUNE D'ORX
 PHASE -AVP
 PLAN VOIRIE - PROJET SUD
 PLAN PROJET

Date	Émission	Modification	Établi	Vérifié	Approuvé
14/10/2011	1	Projet initial	Arnaud Bouteiller	Cécile Nourissat	Cécile Nourissat
21/01/2022	2	AVP finalisé et intégration séparateur	Jean Turmen	Cécile Nourissat	Cécile Nourissat

Echelle: 1/250
 MAITRE-D'OUVRAGE: MACCS
 MAITRE-D'OEUVRE: ECR ENVIRONNEMENT

Aménagement Sud avec Glissière et Séparateur



EAU EAU 1,38m